

28 décembre 2004

Réflexion de fin d'année sur les économies mondiale et canadienne

Le néolibéralisme guerrier est à un tournant. L'économie étasunienne maintient sa modeste croissance sur la base de déséquilibres de plus en plus profonds. On pourrait qualifier son économie de sorte de keynésianisme militaire et populiste reposant sur l'extraction du surplus des épargnes mondiales. Y trouvent leur compte l'ensemble des capitalistes du monde même si l'hégémonie du capital étasunien commence à faire tiquer leurs collègues depuis que le rendement de leurs capitaux en dollars étasuniens, en termes de leur monnaie nationale, est négatif avec la continuelle dépréciation du dollar étasunien et les bas taux d'intérêts de la banque centrale étasunienne.

Car malgré la dissymétrie distributive croissante des fruits de l'épargne entre capitalistes concurrents, ce qui certes accentue les contradictions entre eux, les grands perdants de ces déséquilibres sont les peuples travailleurs de l'univers. Toute cette épargne mondiale siphonnée vers les ÉU, au rythme annuel de 600 milliards \$CDN, est en effet autant de ressources soutirées au développement du restant du monde en dehors des ÉU. Est-ce à dire que le peuple travailleur étasunien en bénéficie ? Certainement très inégalement si l'on prend en considération la distribution de plus inégalitaire du revenu national aux ÉU.

Mais même les autres soi-disant "gagnants" : la croissance rapide de l'obésité et des SUV aux ÉU est-elle un signe de bonheur ? N'est-ce pas cette inégalité et cette ambiguïté qui explique d'une part la division quasi 50-50 du peuple étasunien au sujet de la guerre et de Bush et d'autre part sa ré-élection sur la base des "valeurs", fuite en avant idéologique pour masquer un malheur qu'on ne veut pas s'avouer doublé d'une absence d'alternative par rapport à laquelle la majorité de la gauche a capitulé ?

Les ÉU, bien sûr, n'ont pas le monopole de la croissance des inégalités et de l'obésité corporelle et consommatrice. Le Canada y vient avec quelques excès en moins. Le Canada, cependant, n'a ni la force économique pour être le moteur de l'économie mondiale, ni une monnaie pouvant servir de monnaie mondiale et ni la force militaire pour faire peur. Au contraire, il contribue lui aussi de ses épargnes à irriguer l'économie étasunienne. L'ère libre-échangiste, inaugurée par l'Accord de libre-échange (ALÉ) de 1989 et consolidée par l'ALÉNA en 1994 et l'accord de l'OMC en 1995, a propulsé une offensive majeure de l'impérialisme canadien et québécois. Les sorties de capitaux qui égalaient environ 2% du PIB canadien dans les années 80 équivalent en moyenne \pm 8% depuis 2000. Par contre, les entrées de capitaux sont restées stables en termes de pourcentage du PIB faisant du Canada un exportateur net de capitaux.

L'envers de la médaille a été l'asphyxie de développement économique du Canada. Depuis la mini-récession du troisième trimestre de 2001, les profits des entreprises canadiennes ont augmenté de près de 50% alors que les salaires ont crû d'à peine plus de 10%. Cependant, cette importante croissance des profits -- plus précisément des flux de trésorerie (cash-flow) -- relativement à celle des salaires n'a été réinvestie dans l'économie canadienne qu'à un taux à peine plus élevé que 50% alors que le taux historique est de plus de 80%. Le restant fut distribué en dividendes et rachats d'actions et d'obligations pour finalement franchir les frontières canadiennes vers les ÉU et ailleurs.

Comme le conclut Jim Stanford, économiste des Travailleurs unis de l'automobile, "jamais dans l'histoire moderne du Canada la classe d'affaires a tant pris pour redonner si peu" (ma traduction, CCPA Monitor, décembre 2004-janvier 2005). Et dire que les importantes baisses d'impôt consenties aux entreprises et aux classes riches en l'an 2000, tant par les gouvernements libéral fédéral et péquiste, que les Libéraux québécois veulent poursuivre, devaient stimuler les investissements au Canada.

Joyeuses Fêtes

Marc Bonhomme

Un tournant dans la phase néo-libérale
Michel Husson
Rouge n°2092, 23 décembre 2004

La « nouvelle économie » et l'euphorie boursière sont derrière nous, et le capitalisme mondial est entré dans une phase marquée par l'instabilité et le retour de ses contradictions. Les années 2000-2001 auront marqué un tournant, en réduisant à peu de choses les espoirs placés dans la généralisation des bienfaits de la « nouvelle économie » et de l'« exubérance irrationnelle » des marchés financiers. Les Etats-Unis ont réussi à minimiser l'ampleur de la récession mais en sont sortis au prix de nouveaux déséquilibres, tandis que l'Europe s'enlise à nouveau dans une conjoncture morose. Les pays du Sud ont rattrapé en partie les conséquences des crises financières, mais restent soumis à l'incertitude de la conjoncture internationale.

Une reprise atypique aux Etats-Unis

Le taux de profit a baissé aux Etats-Unis dès 1997, notamment parce que la « nouvelle économie » s'est traduite par un alourdissement du capital (une hausse de sa composition organique, dirait un marxiste). La politique économique de Bush a répondu à ce mouvement par trois moyens. Le premier a été une sorte de « keynésianisme militaire » tendant à augmenter les dépenses militaires, au

détriment du budget fédéral, qui est passé en quelques années d'un petit excédent à un déficit prononcé. Le second moyen a été une baisse spectaculaire des impôts qui a permis de soutenir la consommation des riches, au prix d'une dégradation supplémentaire du budget. Enfin, les taux d'intérêt ont été ramenés à un niveau très bas, de manière à soutenir le marché intérieur, en particulier celui de l'immobilier. Le recours à ces dispositifs a creusé la contradiction principale du modèle US. Le moteur de la croissance y est la consommation des ménages, mais ce dynamisme pose trois problèmes : une répartition des revenus de plus en plus inégalitaire (jusqu'à la caricature) ; un endettement croissant des ménages ; et surtout, un déficit commercial croissant vis-à-vis du reste du monde (plus de 5 % du PIB US, soit plus d'un point du PIB mondial).

L'aspect positif pour le capitalisme US est le maintien à un niveau élevé de la progression des gains de productivité : la reprise se fait pratiquement sans création d'emplois. Mais le doute persiste quant à la pérennité de ces gains de productivité aux Etats-Unis, et l'espoir de leur extension aux autres économies dominantes s'est évanoui. Dans ces conditions, la bonne santé de l'économie US repose sur un déséquilibre fondamental de l'économie mondiale.

L'imbrication complexe de l'économie mondiale

Les débats économiques aux Etats-Unis sont marqués par l'inquiétude à l'égard de la montée en puissance de la Chine. Celle-ci représente à peu près la moitié du déficit commercial des Etats-Unis, et cette part ne fait qu'augmenter. Entre 1970 et 2002, les exportations chinoises ont été multipliées par 140, et leur compétitivité est assurée par l'ancrage du yuan au dollar, qui est l'une des cibles du gouvernement états-unien, d'autant plus que la concurrence chinoise commence en outre à toucher les secteurs de haute technologie. On discute beaucoup de délocalisations et de désindustrialisation, même si l'essentiel des pertes d'emplois manufacturiers s'expliquent par les gains de productivité et les restructurations.

La réponse au déficit commercial est la baisse du dollar par rapport aux devises non alignées sur la monnaie dominante, principalement l'euro. Cette baisse est considérable, de l'ordre de 40 %, et a exporté la faible croissance vers l'Euroland qui, après les années d'embellie (1997-2000), se voit à nouveau plongée dans une conjoncture médiocre et qui se retourne vers le bas. Le bel enthousiasme de la Stratégie européenne pour l'emploi s'est dissipé, et le Pacte de stabilité économique s'est révélé impraticable. Le retour à des politiques d'austérité salariale a conduit à un étouffement du marché intérieur, et les baisses d'impôts n'ont pas réussi à vraiment doper la consommation des riches. La faiblesse de l'investissement ne permet pas de renouer avec des gains de productivité suffisants, en dépit d'une politique systématique de restructurations des firmes européennes.

Ce contraste entre la conjoncture des Etats-Unis et celle de l'Europe fait apparaître la faible intégration du capitalisme européen sur deux points. Les pays de l'Union européenne se positionnent différemment par rapport à cette configuration d'ensemble, et l'on assiste à un début d'éclatement de leurs trajectoires : certains tirent mieux leur épingle du jeu (notamment le Royaume-Uni et les petits pays) par rapport aux pays du « cœur » européen (France, Allemagne et Italie), et ce phénomène est un obstacle supplémentaire à la coordination de leurs politiques économiques. On voit aussi apparaître un écart grandissant entre économies nationales et groupes mondiaux, notamment en matière d'accumulation du capital. Les grands groupes sont jusqu'à un certain point indifférents à la morosité du marché européen dans la mesure où ils investissent et vendent sur d'autres marchés. Leurs intérêts tendent à être dissociés de la santé relative de l'économie européenne, et c'est de cette manière que l'on peut comprendre comment ils peuvent échapper aux contradictions de la politique économique européenne. Elle semble suicidaire puisqu'elle revient à casser systématiquement les débouchés en bloquant les salaires, mais c'est le marché mondial qui sert ici d'échappatoire.

L'effet boomerang de la mondialisation

Cette nouvelle configuration correspond à l'approfondissement des contradictions liées à la mondialisation, qui sont en quelque sorte l'expression moderne de la loi du développement inégal et combiné. On voit en effet apparaître une double ligne de fracture au sein des zones de l'économie mondiale : entre les Etats-Unis et les autres économies dominantes, autour de la baisse du dollar ; et entre économies dominantes et « pays émergents ». Ces derniers menacent la stabilité d'ensemble de l'économie mondiale en gagnant des parts de marché et en réussissant à augmenter le prix des matières premières, notamment celui du pétrole.

Le capitalisme s'est aujourd'hui libéré de ses « entraves » : la circulation des capitaux est à peu près libre, et les acquis sociaux ont déjà largement reculé à travers le monde. De ce point de vue, l'emprise de la finance ne doit pas être comprise comme une forme de parasitisme qui empêcherait le capitalisme de fonctionner correctement. Il s'agit au contraire d'un dispositif permettant l'établissement tendanciel d'un marché mondial, où les salariés sont directement mis en concurrence et soumis à des exigences de rentabilité qui s'opposent à la satisfaction des besoins sociaux non rentables. Grâce à la finance, le capitalisme contemporain se rapproche d'un fonctionnement « pur » en ce sens qu'il se débarrasse progressivement de tout ce qui pouvait l'encadrer ou le réguler.

Ce mouvement ne saurait s'auto-réformer et implique une redistribution régressive des richesses. C'est pourquoi les constructions qui visent à séparer le bon grain de l'ivraie – par exemple le « bon » capitalisme productif du « mauvais » capitalisme financier - ou à imaginer un capitalisme à la fois hyper-compétitif et

plus égalitaire, relèvent donc d'une utopie réformiste qui ne correspond pas à son cours actuel. Le capitalisme s'installe dans une phase instable, qui est dominée par la question de savoir si cette configuration va se dénouer selon l'axe des conflits inter-capitalistes ou celui des affrontements sociaux.